

# DU MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL À UNE VISION SOCIÉTALE

Une nouvelle approche de la prise en compte de l'environnement dans le pilotage des domaines skiables est en train d'émerger. Ces actions font aujourd'hui partie du quotidien des stations, depuis les efforts pour réduire au maximum les consommations énergétiques à la revégétalisation avec des semences endogènes, en passant par la protection de la biodiversité ou l'intégration des projets dans le paysage. L'impact positif de ces actions de terrain est aujourd'hui complété par l'analyse des retombées sociétales des stations.

« Intégration environnementale et retombées sociétales des stations », le sujet d'une des tables rondes du Congrès de Beaune, est au cœur de la prise en compte des trois piliers du développement durable : environnement, social et économie.

**Alexandre Maulin**, Président de la Commission Pistes et Environnement, l'a rappelé, « nous ne valorisons pas assez combien nos entreprises ont un impact positif sur le territoire et combien elles accompagnent le développement local. Elles ont un impact positif et nous sommes légitimes pour parler de développement durable dans nos montagnes. Nous devons arrêter de nous faire enfermer dans des thématiques exclusivement environnementales. Il faut élargir le prisme et communiquer autrement ».

Propos confirmés par **Laurent Reynaud** : « Sur le fond, le constat que nous faisons est que nous ne parvenons pas à valoriser les efforts pourtant très importants que nous réalisons en matière environnementale. Il y a un piège que nous avons analysé : ne parler que d'environnement, c'est nous mettre mécaniquement en défaut car nous n'en ferons jamais assez. Un litre d'eau, même restitué à la nature, même sans adjuvant, eh bien c'est toujours un litre d'eau de trop prélevé pour ceux qui s'opposent au développement de nos stations. En élargissant le prisme au social et à l'économique, nous pouvons valoriser l'ensemble de nos actions. »

## MESURER LES RETOMBÉES SOCIÉTALES

Plusieurs outils différents sont venus renforcer le paysage de l'analyse environnementale des entreprises.

La station jurassienne de **Metabief** a choisi l'indicateur BIOM, déjà expérimenté à Peyragudes dans les Pyrénées. **Olivier Erard**, directeur de Metabief, initiateur de la démarche, est convaincu du bien-fondé de ce choix. « Il existe déjà des labels qui valorisent les démarches de progrès mais il manquait à la profession un outil d'analyse et de mesure adapté à nos activités. Ne pas se restreindre qu'à l'environnement, c'est tenir compte du fait que l'impact sociétal de nos entreprises sur les territoires est important. » L'indice BIOM prend en compte les actions de lutte contre le réchauffement climatique, de protection de la biodiversité, de restauration des pistes en montagne, mais aussi celles favorisant les emplois locaux et les services publics locaux.

C'est pendant le projet de création d'une retenue collinaire et devant les critiques, alors même que les actions de préservation du milieu portaient leurs fruits, que Olivier Erard a voulu briser le cercle vicieux de la position défensive avec un « outil





## DÉPENSES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 60%

indiscutable ». L'outil d'analyse BIOM constitue une base solide et irréfutable puisqu'il s'appuie sur l'analyse de la comptabilité de l'entreprise via 500 critères de Développement Durable. La démarche est rigoureuse, labellisée COP21.

« À partir de ce point d'ancrage, nous pouvons initier une communication avec des éléments de langage qui parlent des trois piliers du développement durable. Nous pouvons ainsi par exemple mettre en avant l'emploi qualifié de nos salariés ou la contribution de la station à mobiliser des moyens en termes de mobilité. La mise en avant de bonnes pratiques prend tout son sens quand elle s'appuie sur des analyses chiffrées. »

Si le client se pose la question « où va l'argent de mon forfait de ski ? », nous pouvons lui répondre que sur 100 euros dépensés, 60 euros financent l'emploi et des actions de développement durable du territoire. Il peut ainsi évaluer de quelle manière notre modèle économique profite à tous.

L'indicateur BIOM permet aussi de bâtir des démarches de progrès. Adossée à l'indicateur, une liste de 71 actions permet à chacun de savoir où il en est. Métabief par exemple a déjà mené 42 actions d'amélioration.

Métabief affiche aujourd'hui un indice Biom de 71 %, bien supérieur à la moyenne des indices de 800 entreprises françaises (41 %). Gourette, Peyragudes et La Pierre Saint-Martin, ont également obtenu la mention « excellente » avec des indices de respectivement 60 %, 64 % et 66 %.



## 60% DU PRIX D'UN FORFAIT FINANCE DES DÉPENSES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'indice Biom a été retenu par Domaines Skiable de France pour calculer la moyenne de 200 adhérents, opérateurs de domaines skiabiles. Tous ensemble, ils affichent un indice BIOM moyen de 60 %. Pour Annick Girard, Présidente de la Commission Économie et Communication, « il n'est pas question de donner des leçons à nos adhérents. Il s'agit simplement de montrer que d'autres voies sont possibles pour communiquer efficacement et de manière proactive sur toutes nos retombées sociétales. Nous devons être fiers du chemin parcouru et de notre légitimité à parler de développement durable. »

Le bon résultat affiché par Domaines Skiabiles de France dépasse largement celui d'autres branches comme la grande distribution (20 à 30 %), l'agroalimentaire (30 à 40 %) ou le BTP (50 %).

À noter qu'il existe d'autres labels en lien avec le développement durable et que BIOM n'est pas forcément un indicateur incontournable. Il y a aussi le label Green Globe (le domaine skiable de Flaine et les remontées mécaniques de Tignes sont labellisées Green Globe). On trouve aussi l'ISO 26000, norme pour laquelle certaines structures de conseil ont conçu des méthodes d'accompagnement. Les stations d'ALTISERVICE dans les Pyrénées viennent d'ailleurs d'obtenir le label LUCIE qui s'appuie sur cette norme.

De nouvelles perspectives s'ouvrent donc en matière de valorisation des actions de développement durable, plus efficaces, plus transparentes, bien éloignées du « green washing ». Avec la volonté de mettre en place des modèles économiques qui profitent à tous.

